



Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR

N°24



Depuis sa création en 2005, le collectif Sauvons le Climat est animé par une double conviction :

- La hausse de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère de notre planète est essentiellement due à l'accumulation des quantités croissantes de gaz carbonique et de méthane émises du fait de l'activité humaine et de la consommation sans frein des énergies fossiles.

- Il est encore possible de contenir le climat de notre planète dans des limites gérables par un changement profond de nos habitudes énergétiques, en combinant l'utilisation de toutes les énergies qui ne produisent pas de gaz à effet de serre, en économisant judicieusement l'énergie. Les réponses concrètes doivent reposer sur des données et vérités scientifiques, souvent méconnues voire tronquées, disparaissent

Le point de vue de Sauvons le Climat sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

A propos du projet de Stratégie Nationale Bas Carbone

La SNBC révisée doit refléter une France déterminée à œuvrer à la réduction de l'usage des énergies fossiles. Mais ce qui importera sera bien la réalité des émissions de demain, pas l'affichage d'ambitions venues d'ailleurs et mal calibrées.

Promettre ce que l'on peut tenir et développer année après année les moyens qui permettent d'y parvenir, par l'investissement et l'innovation qui se combineront avec la sobriété que les citoyens jugeront acceptable. C'est en recherchant les optimums économiques entre l'efficacité énergétique, l'électrification des usages et le développement de l'électricité et de la chaleur bas carbone que la France pourra réduire ses émissions de GES tout en préservant son industrie et la qualité de vie de ses citoyens et contribuer à des objectifs européens réalistes

Notre point de vue détaillé

Les documents mis en consultation publique sont très peu différents de ceux qui ont déjà fait l'objet d'une consultation similaire à l'automne 2023. Pourtant, la situation du Monde, de l'Europe et de la France a profondément changé en un an, généralement dans le mauvais sens.

Une transition énergétique et écologique qui entre dans le dur des difficultés

En particulier :

* Dans le Monde : le futur Président des États-Unis élu début novembre 2024 nie le réchauffement climatique et a annoncé une relance massive de la prospection et de l'usage des hydrocarbures.

Quant à la COP29, ses résultats ont été très décevants.

Tout se passe comme si la lutte contre le réchauffement climatique n'était plus une priorité pour de nombreux pays, à commencer par le plus puissant et riche d'entre eux.

* En Europe : une nouvelle Commission et un nouveau Parlement ont pris leurs fonctions le 1^{er} décembre, avec l'annonce d'une feuille de route toujours aussi scandaleusement anti-nucléaire et une inflexion vers la « compétitivité de l'industrie » qui reste à préciser (voir plus loin).

* En France : la situation politique s'est profondément dégradée, ce qui n'est jamais favorable pour mener une politique cohérente de long terme. Et plusieurs secteurs sont entrés dans le dur des difficiles actions à mener contre le réchauffement climatique :

- Le secteur du bâtiment est loin de ses objectifs : la construction neuve a fortement chuté alors qu'elle est porteuse de progrès énergétiques et climatiques du fait des nouvelles normes de construction ; la rénovation de l'ancien marque le pas, du fait notamment de ses coûts et du manque d'entreprises qualifiées ; le déploiement des pompes à chaleur s'est effondré en 2024 au point de mettre en danger les industriels français du secteur, déjà peu nombreux.

- La mobilité électrique marque également le pas. Les ventes de VE stagnent voire baissent en France et dans la plupart des pays européens. Les causes en sont multiples mais la principale est sans doute le coût élevé de ces voitures, dont le marché ne peut se développer sans aides étatiques, y compris en Allemagne (la suppression totale des aides dans ce pays au 1^{er} janvier 2024 a fait chuter les ventes). La difficulté à équiper en bornes électriques l'habitat collectif (\approx 1/3 des foyers) en est une autre.

- L'industrie souffre également. Son électrification ne démarre pas du fait des prix élevés de l'électricité ; des projets de fabrication de batteries sont retardés ou annulés en France et en Europe (le pionnier suédois du secteur est au bord de la faillite) ; le sidérurgiste ArcelorMittal a retardé, pour des raisons de coût et de manque de rentabilité, son projet de décarbonation de la production d'acier à l'hydrogène.

- L'agriculture, précarisée par des normes excessives propres à la France que ses concurrents ne sont pas tenus d'appliquer est en survie économique et dans l'impossibilité de supporter des mesures coûteuses de réduction de ses émissions de GES.

Des objectifs européens et nationaux hors de portée

Sans surprise, la dure réalité se fait jour : la lutte contre le réchauffement climatique se révèle beaucoup plus difficile qu'anticipé par les technocrates en chambre bruxellois ou parisiens.

Ils ont tout simplement oublié que cette véritable révolution ne pouvait s'inscrire que dans le temps long. Et qu'un facteur majeur de cette difficulté en est le financement, estimé pour la France par plusieurs organismes sérieux, dont France Stratégie, entre environ ≈ 65 et ≈ 80 Mds€/an, qui viennent s'ajouter aux autres dépenses annuelles du pays, dont l'endettement excessif lui interdit dorénavant des subventions étatiques massives, pourtant indispensables dans certains secteurs.

Le moment est donc venu d'enfin regarder la réalité en face, sachant qu'il n'est évidemment pas question d'abandonner l'objectif final de la décarbonation de l'ensemble de l'économie. Mais il est devenu évident que des objectifs tels que le « Fit for 55 » doivent être remis en cause. Ils n'ont d'ailleurs fait l'objet d'aucune étude d'impact approfondie et résultent d'une pseudo-gouvernance par la « pensée magique » qui considère qu'il suffit que des objectifs soient décrétés sur le papier pour qu'ils adviennent.

Les contraintes scientifiques, techniques, économiques, sociales et sociétales ont été ignorées. Cela ne peut mener qu'à l'échec.

En France, afin de respecter les objectifs « Fit for 55 » européens, la SNBC3 vise à réduire les émissions de GES de 50 % entre 1990 et 2030, au lieu de 40 % précédemment. Cela impose de passer de 373 Mt CO₂eq (équivalent CO₂) en 2023 à 270 Mt à la fin de la décennie, soit de réduire de ≈ 5 %/an ces émissions d'ici 2030. Est-ce réaliste ?

Qu'en a-t-il été entre 2022 et 2023 ? Les émissions sont passées de 396 Mt CO₂eq à 373 Mt, soit un gain apparent de 23 Mt représentant une baisse relative de $\approx 5,8$ %. L'analyse de cette réduction donne malheureusement un résultat beaucoup moins optimiste : sur ce quota $\approx 7,5$ Mt résultent du seul secteur électrique, qui a retrouvé un fonctionnement normal du nucléaire en 2023, aidé par les productions renouvelables, dont une très bonne hydraulité et ≈ 6 Mt résultent de réductions de consommation des industries ayant des besoins importants de chaleur (métallurgie ; chimie ; matériaux de construction des bâtiments ; agroalimentaire) fournie par le gaz naturel. Selon le CITEPA, cette réduction ne traduit malheureusement pas une substitution de l'électricité au gaz, mais une baisse d'activité pour raisons économiques due au prix élevé du gaz.

Quoi qu'il en soit, une évidence s'impose au vu de ces chiffres et des difficultés soulignées plus haut dans pratiquement tous les secteurs de l'économie : les objectifs 2030 de la SNBC3 ne sont pas atteignables. Les maintenir conduirait à un échec annoncé, aux conséquences négatives majeures :

* Discréditation de la programmation actuelle dans le contexte d'une montée du scepticisme voire de la négation du réchauffement climatique et de son origine dans le monde, comme le montrent les résultats de la dernière enquête Obs'COP 2024 sur « L'opinion mondiale face au changement climatique ». Comme dans le reste du monde, la priorité environnementale recule en France face à la priorité économique (pouvoir d'achat) et aux emplois. Les citoyens-consommateurs français estiment aussi être les acteurs qui en font déjà le plus pour lutter contre le changement climatique... Alors que l'essentiel reste à faire ! Sans parler du rejet des contraintes financières et de nouvelles taxes.

Bref, la prise de conscience est partielle et l'acceptation des contraintes limitée, situation qui présente un risque élevé de rejet social et sociétal aux conséquences potentielles inconnues si les feux sont poussés trop vite et trop fort.

* Affectation précipitée non optimale des investissements et autres dépenses, menant à des gaspillages d'argent rare et à des risques majeurs d'investissements échoués, d'autant plus inadmissibles que le pays est fortement endetté.

Retarder les objectifs de quelques années serait-il grave pour le climat ? D'évidence, non, la France représentant $\approx 1\%$ des émissions de GES mondiales. Vouloir jouer les « bons élèves » vis-à-vis de Bruxelles et de ses objectifs hors-sol est une impasse. Ce d'autant plus que la nouvelle Commission européenne évoque certes par la voix de sa présidente une « boussole de compétitivité » et un « pacte pour une industrie propre » devant succéder au « pacte vert de 2019 » afin de « concilier les objectifs de décarbonation avec les impératifs de productivité et de rentabilité des entreprises » mais ajoute aussitôt : « Nous devons garder le cap sur les objectifs du pacte vert ». Autrement dit : on ajoute de nouveaux objectifs, sans remettre en cause les précédents, qui mériteraient pourtant un retour d'expérience approfondi. C'est la fuite en avant habituelle dans le déni de réalité et l'absence de toute étude d'impact préalable, notamment celui du financement : pourra-t-on financer à la fois la décarbonation et la productivité d'ici 2030 ?

Un exemple en est la mobilité. Un « dialogue stratégique » est annoncé sur l'avenir de l'industrie automobile européenne, secteur clé fragilisé par la concurrence chinoise et la difficile transition vers l'électrique qui va moins vite que prévu. La baisse des émissions de CO₂ en sera certes ralentie, mais abandonner trop vite les solutions transitoires d'hybridation électrique, simple ou rechargeable, détruirait l'industrie automobile européenne par envahissement de véhicules chinois, perspective inacceptable, et serait un très mauvais calcul pour le climat : les émissions de CO₂ dues à la fabrication de véhicules en France sont très faibles grâce à son électricité quasi-décarbonée, comparées à celles des fabrications chinoises utilisant une électricité produite à $\approx 60\%$ à partir de charbon.

La France doit jouer à plein de son atout maître : son électricité quasi-décarbonée

Elle est en effet le seul « grand » pays européen qui a déjà décarboné son électricité à plus de 95 % grâce à son nucléaire, son hydraulique et ses autres sources d'énergies renouvelables, et se rapprochera à brève échéance des 100 %.

L'enjeu majeur est dorénavant de substituer le plus vite possible cette électricité quasi-décarbonée aux énergies fossiles, dans tous les nombreux secteurs de l'économie où elle est pertinente. Et pour cela, sa compétitivité prix est indispensable.

Cela impose qu'elle ne soit pas plombée par des taxes et autres charges diverses, au-delà de l'impérieuse nécessité de permettre une rémunération de long terme suffisante des moyens pilotables, nucléaires et hydrauliques, garantissant leur indispensable pérennité.

L'augmentation des taxes sur l'électricité, dont les effets se font sentir sur l'ensemble de l'économie, est donc gravement contre-productive. Mais un autre risque administratif existe : l'augmentation prévue du niveau d'obligation des économies d'énergie au travers des CEE (certificats d'économie d'énergie) qui renchérirait très fortement le prix de l'électricité. Une étude commandée par l'Union française de l'électricité (UFE) auprès du cabinet Columbus Consulting conclut en effet que cette augmentation des CEE aurait pour effet d'augmenter dès 2026 la facture annuelle des ménages de 450 à 912 €, contre 200 € actuellement. La Cour des comptes a alerté sur le même sujet. Ceci sans parler de l'impact sur les entreprises.

Cette augmentation serait non seulement socialement explosive et économiquement délétère, mais climatiquement aberrante : vouloir économiser trop vite l'énergie, y compris l'électricité, freinerait la décarbonation de l'économie qui passe par cette dernière : ne nous trompons pas de priorité !

Conclusion

Face à des objectifs européens irréalistes et inatteignables, Sauvons le Climat considère que la France doit, sans perdre la boussole de la décarbonation ultime de son économie, optimiser la mise en œuvre et le rythme des moyens nécessaires, en fonction de ses propres atouts et contraintes sur la base de son intérêt national, et non sur celle d'objectifs extérieurs inadaptés.